

Bulletin du FMI

SOMMET DU GROUPE DES HUIT

Le FMI soutient le plan du G-8 en faveur du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

Bulletin du FMI en ligne
Le 27 mai 2011



Marché au Caire. Dans quelques pays, le tourisme et l'investissement fléchissent, selon le FMI (photo: Herve Champollion/akg-images)

- Les dirigeants du G-8 établissent un partenariat avec le Moyen-Orient et les institutions multilatérales
- Le FMI met jusqu'à 35 milliards de dollars à la disposition de la région
- Une croissance du PIB de plus de 7 % est nécessaire pour stimuler l'emploi

En lançant le « partenariat de Deauville avec le Moyen-Orient », le Groupe des Huit s'est engagé à soutenir les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui évoluent vers des sociétés libres et démocratiques.

« La région doit se préparer à une transformation fondamentale de son modèle économique », a déclaré Masood Ahmed, Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, qui a participé au sommet du Groupe des huit grands pays industrialisés (G-8) à Deauville, en France. « Cependant, dans l'immédiat, il faut veiller à ce que cette promesse ne soit pas mise en danger par les multiples pressions auxquelles les pays émergents de la région sont soumis aujourd'hui ».

Le partenariat est formé avec les pays qui souhaitent appuyer la transition dans la région, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies et des banques de développement multilatérales et régionales.

Les dirigeants des pays du G-8, qui se sont réunis les 26 et 27 mai dans la cité balnéaire française, ont examiné plus particulièrement comment faciliter au mieux la transition vers des sociétés démocratiques et des économies plus solidaires et créatrices d'emplois à la suite du mouvement du printemps arabe.

L'initiative du G-8 vise à soutenir les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord pendant cette transition, tout en veillant à ce que l'instabilité à court terme ne compromette pas le processus de réforme politique. La cohésion sociale et la stabilité macroéconomique doivent aussi être préservées, note le FMI dans un [rapport](#) publié à l'occasion du sommet.

Besoin d'un soutien extérieur

Face à une montée de la défiance qui pénalise le tourisme et l'investissement, quelques pays de la région augmentent leurs dépenses publiques pour maintenir la cohésion sociale et soutenir la demande intérieure, note le FMI dans son rapport, ajoutant que l'on peut comprendre que des dépenses supplémentaires soient engagées à court terme.

Mais avec un déficit budgétaire qui devrait être porté à 46 milliards de dollars en 2011, les pays importateurs de pétrole ne peuvent pas se permettre de grever les finances publiques et de compromettre le nouveau programme pour une croissance solidaire. Certains pays devront donc se tourner vers l'extérieur pour satisfaire leurs besoins de financement.

Le FMI, qui a déjà évalué les besoins de financement des pays de la région, a annoncé qu'il mettrait jusqu'à 35 milliards de dollars à leur disposition, dans le cadre d'un effort plus large de la communauté internationale. Une mission du FMI se trouve actuellement en Égypte pour examiner avec le gouvernement la possibilité d'un financement.

« J'ai eu l'occasion de rencontrer les dirigeants égyptiens et tunisiens, qui étaient invités au sommet du G-8 », a déclaré le Directeur général par intérim du FMI, John Lipsky, dans une déclaration publiée à la fin du sommet. « Il reste du travail à effectuer pour définir les objectifs et les stratégies. Mais le FMI est prêt à œuvrer avec les pays membres de la région pour satisfaire leurs besoins de financement urgents et établir les stratégies nécessaires à leur succès à moyen terme. »

Le partenariat en faveur du MOAN était en tête d'un ordre du jour diversifié, qui comprenait aussi la sécurité nucléaire, la Lybie, l'aide à l'Afrique, Internet et l'économie mondiale.

Programme pluriannuel

Dans son rapport, le FMI souligne que les bouleversements politiques doivent s'accompagner d'un programme pluriannuel de transformation socio-économique pour être source de prospérité dans la région. La présence des donateurs régionaux aux côtés du G-8 sera essentielle pour garantir le succès de ce partenariat, selon le FMI.

Si chaque pays doit recenser ses propres politiques, une stratégie régionale globale doit inclure quatre questions principales.

Tout d'abord, faire baisser les taux de chômage nécessitera une accélération substantielle du rythme de la croissance. Pour que leurs marchés du travail absorbent les chômeurs et les nouveaux arrivants, il faudrait que le PIB réel des pays émergents du MOAN s'accroisse de plus de 7½ %, soit presque 3 points de plus que les taux moyens enregistrés ces 10 dernières années.

Amener les taux de croissance à ce niveau exigera d'augmenter à la fois l'investissement et la productivité. Bien que certaines hausses de l'investissement public puissent être nécessaires, par exemple pour améliorer la qualité des infrastructures et des services dans les zones rurales les moins développées, le secteur privé aura un rôle capital à jouer, notamment en attirant l'investissement direct étranger.

La croissance doit aussi être plus solidaire ; les autorités doivent créer un environnement permettant à toutes les catégories de la population, et pas seulement à quelques privilégiés, de contribuer à la croissance économique et d'en bénéficier. Une protection sociale doit donc être offerte aux plus vulnérables.

Pour atteindre ces buts, les pays doivent se doter d'institutions modernes et transparentes pour favoriser la responsabilité et la bonne gouvernance, ainsi que pour préserver la stabilité macroéconomique pendant tout le processus.

Besoins de financement

Dans les premières années, certains pays auront besoin d'une aide extérieure pour satisfaire leurs besoins de financement. Dans le scénario de référence actuel, qui n'intègre pas encore les programmes de réforme envisagés, les besoins de financement extérieur des pays de la région importateurs de pétrole devraient dépasser 160 milliards de dollars entre 2011 et 2013.

À moyen terme, les besoins de financement d'un nouveau programme pour une croissance solidaire vont sans doute augmenter et seront établis quand les pays auront défini leurs stratégies socio-économiques. Durant les 18 prochains mois, une part plus importante de ces besoins devra être satisfaite par la communauté internationale, car les aléas propres à la période de transition susciteront la frilosité des marchés.

Les capitaux privés finiront par jouer de nouveau leur rôle habituel compte tenu de la solvabilité des pays concernés, et cette source de financement sera indispensable vu l'ampleur du nouveau programme de croissance.

« Les pays importateurs de pétrole de la région auront besoin d'une aide financière substantielle pour opérer des réformes qui permettront de créer des emplois et d'accélérer la croissance, a déclaré M. Lipsky. La tâche est certes de grande ampleur, mais nous sommes optimistes : la volonté de mettre en place des politiques saines et de les exécuter de manière systématique donnera des résultats positifs. »

Rôle de la communauté internationale

Cette transformation devrait s'effectuer sous la direction des pays du MOAN eux-mêmes, et ce sont eux qui détermineront son succès ultime, note le FMI. Cependant, les chances de réussite seront beaucoup plus grandes si les efforts de la région s'accompagnent d'un programme de soutien multidimensionnel de la communauté internationale.

Il faudra notamment:

- Veiller à ce que l'ampleur et la portée de l'aide soient à la mesure des besoins de la transformation.
- Faire en sorte que l'aide soit adaptée aux objectifs et au rythme de réforme de chaque pays. Il sera important d'établir des incitations novatrices et adaptées aux objectifs nationaux, notamment dans la sphère politique;
- Obtenir la participation des bailleurs de fonds et institutions régionaux, y compris du Conseil de coopération du Golfe, qui sera essentielle pour la prise en charge nationale et régionale de cette initiative.
- Mobiliser le secteur privé.

« Nous saluons le partenariat de Deauville, qui permettra à la région de se transformer, a déclaré M. Ahmed. Nous devons œuvrer de manière créative avec tous nos partenaires dans les mois à venir pour établir une méthode de suivi qui, appliquée en collaboration, permettra de faire avancer cette initiative ».